

## « La dette écologique vis-à-vis des nouvelles générations s'accumule »

LES VOIX DE L'ECONOMIE. La première mesure à prendre en faveur de la jeunesse est de préserver les générations futures des effets du réchauffement climatique, affirme dans une tribune au « Monde » Géraud Guibert (La Fabrique écologique).

LE MONDE ECONOMIE | 28.03.2017 à 17h13 • Mis à jour le 29.03.2017 à 08h21 | Par Géraud Guibert (La Fabrique écologique)



« La destinée des jeunes passe d'abord par un meilleur règlement des sujets qui conditionnent leur avenir. Le plus important est de réduire au maximum l'éventuel impact des menaces vitales du présent et de l'avenir » (Manifestation contre le réchauffement climatique à Toulouse en 2015). REMY GABALDA / AFP

**TRIBUNE.** Le vieillissement de la population s'accompagne depuis plusieurs années d'une dégradation de la situation des jeunes, davantage victimes que d'autres, et que par le passé, de grandes difficultés à l'entrée dans l'activité professionnelle, d'accès au logement ou à un mode de vie décent. Ce n'est pas étonnant dans un contexte où un vieux monde politique monopolise très largement les leviers de pouvoir. A cela s'ajoutent la montée de l'individualisme et la perte du sens de la vie en commun. De nombreux jeunes se détournent des choix politiques classiques, préférant innover, expérimenter... ou se résigner.

La reconstruction d'une solidarité entre générations semble faire du surplace. Elle doit pourtant être, au même titre que la suppression des fractures territoriales, une priorité, y compris en diversifiant l'accès aux responsabilités politiques.

Pour y parvenir, il faut sortir de l'idée que la jeunesse formerait un tout homogène pouvant constituer une catégorie prioritaire. Cette logique, proposée par le candidat François Hollande en 2012 comme par certains de ses prédécesseurs, n'a abouti jusqu'à présent qu'à des résultats limités. La très grande diversité de la jeunesse, de plus en plus polarisée entre ceux qui sont insérés dans la mondialisation et ceux qui en sont victimes, rend partiellement faux et inadaptés le discours s'adressant à une classe d'âge et des mesures « générationnelles », portant par exemple sur un contrat de travail spécifique.

### Menaces vitales

En réalité, la destinée des jeunes passe d'abord par un meilleur règlement des sujets qui conditionnent leur avenir. L'efficacité du système scolaire est de ce point de vue une priorité absolue. De même, la gestion financière du pays représente depuis de nombreuses années une véritable double peine : en finançant des dépenses courantes par l'endettement, on place une

charge induite sur les épaules des nouvelles générations, tout en limitant les investissements destinés à préparer l'avenir, pourtant indispensables.

Mais le plus important est de réduire au maximum l'éventuel impact des menaces vitales du présent et de l'avenir, avec deux questions décisives.

Celle des dérives identitaires, qui débouchent sur le nationalisme et la guerre, est hélas déjà bien identifiée. De Donald Trump à Vladimir Poutine en passant par l'islamisme et la montée des mouvements populistes en Europe, l'évolution du monde va dans cette direction. L'éclatement de l'Europe qui découlerait de la victoire de l'extrême droite en France en constituerait une nouvelle et potentiellement dramatique étape.

L'autre menace, une fois de plus sous-estimée dans le débat public, est climatique. La dette écologique vis-à-vis des nouvelles générations s'accumule à grande vitesse ; il existe un risque sérieux d'emballement d'ici à la fin du siècle, avec des conséquences qu'on peine à imaginer. Malgré l'accord de Paris, la trajectoire des émissions de gaz à effet de serre est encore aujourd'hui totalement décalée par rapport à ce qu'il faudrait pour limiter à 2 degrés le réchauffement climatique.

A ce rythme, ce seuil sera dépassé en moins de trente ans. La France a diminué ses émissions de CO<sub>2</sub> de 16 % de 1990 à aujourd'hui ; elle doit les diminuer de 75 % d'ici à 2050 pour atteindre l'objectif. Nous mangeons notre pain blanc, et nous aggravons jour après jour les menaces à très fort impact sur nos enfants et nos petits-enfants.

## L'impérieuse priorité

Ceci est notamment dû à une conscience trop abstraite des effets de cette situation, et à une focalisation maximale de nos sociétés et de notre système politique sur le temps court. De fait, le climat reste une sorte de non-dit de cette campagne électorale. Les programmes des principaux candidats l'évoquent, mais souvent comme un chapitre au milieu de beaucoup d'autres.

Certains candidats ne traitent le sujet que sur la base de propositions techniques ou d'enveloppes financières, alors que la solution passe par une transformation profonde du modèle de développement. D'autres ont mieux intégré l'impérieuse priorité et la transversalité de la lutte contre le changement climatique, mais pas toujours de manière très concrète et réaliste. L'éclatement des prises de position de personnes engagées sur l'écologie entre des candidats différents est certes un indicateur d'une meilleure prise de conscience écologique, mais aussi de l'absence de programmes climatiques qui emportent totalement la conviction.

Les idées et les mesures concrètes, réalistes et à la hauteur des enjeux ne manquent pourtant pas : rénovation des logements, autoproduction énergétique, mobilité durable, fiscalité écologique et trajectoire du prix du carbone adéquate aux objectifs climatiques, nouvelle économie circulaire, partage et circuits courts, etc. La contrainte des ressources oblige le modèle économique classique à se transformer. Les gagnants de la compétition mondiale seront ceux qui auront pris de l'avance sur ces sujets.

**Lire aussi : Les voix de l'économie : « Quel contrat entre les générations ? »**

[/idees/article/2017/03/28/les-voix-de-l-economie-quel-contrat-entre-les-generations\\_5102118\\_3232.html](https://idees/article/2017/03/28/les-voix-de-l-economie-quel-contrat-entre-les-generations_5102118_3232.html)

Géraud Guibert (La Fabrique écologique)